



---

**CRISEA**  
UPRES EA 2095

---

POLE UNIVERSITAIRE CATHEDRALE  
10, PLACETTE LAFLEUR - BP 2716  
80 027 AMIENS CEDEX 1  
TEL. 03 22 82 71 12  
FAX 03.22.82.71.13

## **STRUCTURALISME ET ECONOMIE INDUSTRIELLE : PETITE HISTOIRE D'UN PROLOGUE (1960-1980)**

Christian PALLOIX  
e-mail : [christian.palloix@u-picardie.fr](mailto:christian.palloix@u-picardie.fr)

Novembre 2001

En France, l'économie industrielle s'est constituée dans le champ universitaire de manière spécifique, à partir de la commande de l'Etat sur la période 1960-1975, période qui m'apparaît comme celle d'un « *prologue* ». De plus, l'économie industrielle française a été profondément influencée par la pensée structuraliste, de C.Lévi-Strauss à L.Althusser.

Les apports et limites d'une économie industrielle structuraliste héritée des années 1960-80 peuvent être déclinés dans plusieurs champs de l'économie : si nous nous limiterons à l'économie industrielle, les apports en économie du travail<sup>1</sup>, en économie internationale et en économie monétaire [De Brunhoff 1979] sont tout aussi originaux et fondamentaux.

### **1. *Structuralisme et économie industrielle : l'émergence de l'école française d'économie industrielle (EFEI)***

La recherche française en économie industrielle s'est construite, articulée à une commande spécifique de l'Etat, que ce soit

- par les Etats francophones de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb lors de la tentative de construction d'une indépendance économique après la vague des indépendances politiques des années 60,
- par l'Etat français, confronté à un problème de souveraineté économique sur ses structures industrielles dans le contexte de la deuxième phase de mondialisation, à savoir celle de l'internationalisation du capital, car cela mettait en jeu sa position hégémonique relative.

1.1. Les Etats francophones de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb ont passé les premières commandes de planification et d'économie industrielle aux divers Instituts et Centres de Recherche qui se sont constitués dans la deuxième moitié des années 60 :

- projets d'aménagements des grands fleuves Sénégal, Niger, Congo,
- élaboration des premiers plans nationaux de développement (entre

---

<sup>1</sup> Cf. l'analyse des différentes formes d'organisation du travail, du taylorisme au fordisme et néo-fordisme dans les années 1970-80 [Coriat 1976, 1979 ; Palloix 1976] qui représente alors une contribution complémentaire et originale à l'école française d'économie industrielle.

planification impérative d'inspiration soviétique et planification indicative à la française),

- projets industriels.

Citons le cas de l'IREP-Grenoble<sup>2</sup>, dont les chercheurs<sup>3</sup>, contractuels alors, se déploient sur le Niger, la Tunisie, l'Algérie, ..., faisant leurs premières armes dans l'apprentissage de la conduite de projets, d'émergence de structures industrielles dans ces pays : les études conduites sur l'industrialisation de l'Algérie<sup>4</sup>, par exemple, fourniront le premier socle analytique (dont notamment le concept des *industries industrialisantes* [de Bernis, 1967]).

Il en est de même pour d'autres Instituts ou Centres de Recherche, tels l'Ecole Pratique des Hautes Etudes<sup>5</sup> (E.P.H.E., devenue E.H.E.S.S.), le centre de recherche du Ministère de la Coopération (SEDES) qui se spécialisera sur les études de projets en Afrique subsaharienne [Chervel 1976].

La commande des Etats francophones de l'Afrique subsaharienne<sup>6</sup> et du Maghreb a un **enjeu principal** : la conduite d'un processus d'industrialisation, impliquant une stratégie, des choix de projets. Paradoxalement, et on verra pourquoi, le déterminisme structuraliste (branche, secteur, filière, système productif) rend compte de la stratégie, autorise celle-ci. L'Algérie pouvait conduire une stratégie industrielle en terme de structures : l'émergence d'un système productif algérien est tissée à partir de grandes branches ou secteurs, avec des filières stratégiques, les actifs de chaque grande branche ou secteur étant regroupés au sein d'une seule société nationale (S.N.S., S.N.METAL, SONELEC, SONATRACH, ...)

---

<sup>2</sup> dirigé alors par G.de Bernis

<sup>3</sup> Citons des chercheurs comme P.Judet, C.Courlet, C.Monatéri, J.Perrin... qui ont participé à l'aventure tunisienne et/ou algérienne de l'IREP de la fin des années 60 et au début des années 70 avant de devenir les chercheurs confirmés de l'actuel IREP-D ou d'un autre Centre de recherche.

<sup>4</sup> J'ai rejoint l'IREP-Grenoble en 1969, dans l'équipe « Industrialisation », centrée sur l'industrialisation de l'Algérie, et qui comprenait alors :

- une équipe grenobloise, avec P.Judet (ex-équipe Tunisie), J.Perrin, et où sont arrivés cette année-là C.Courlet (en provenance de l'équipe tunisienne), C.Monatéri, H.Erdemli,
- et une antenne basée à Alger avec R.Chaponnière, J.C.Guegan, R.Tiberghien.

<sup>5</sup> Le Centre de planification de Ch.Bettelheim se déploie également sur l'Afrique subsaharienne et abrite de nombreux travaux de chercheurs africanistes comme P.P.Rey, A.Emmanuel, ...

<sup>6</sup> qui abandonneront très rapidement cet objectif sous contrainte d'une société politique militaire restreinte, qui se fonde et sur la violence et sur des réseaux de faveur, pour contrôler la société civile, ce qui est moins facile au Maghreb.

1.2. L'Etat gaulliste, y compris dans ses versions pompidolienne puis giscardienne, est hanté par le mythe de la grandeur économique de la France<sup>7</sup>, à un moment où ses structures économiques sont confrontées à un puissant mouvement d'internationalisation. Plusieurs objectifs sont poursuivis :

- créer de grands groupes privés ou publics, capables de s'insérer dans la concurrence internationale, d'y prendre place, en garantissant et renforçant la grandeur de l'économie française,
- pallier aux faiblesses de l'économie française avec un plan informatique (Bull), un plan machines-outils, etc...
- redéployer des filières spécifiques, sidérurgie sur l'eau (Dunkerque, Fos-sur-mer), agriculture-I.A.A., automobile.

Les grands ministères de l'Etat gaulliste sont :

- le Commissariat ou Ministère du Plan<sup>8</sup> (avec sa cellule privilégiée de commande d'études, le CORDES) qui coordonne trois grands acteurs, le patronat, l'Etat, les syndicats dans une concertation mouvementée, mais efficace et patiente, autour d'objectifs rassemblés dans une planification indicative à la française,
- le Ministère de l'Industrie, qui est l'opérateur auprès des firmes, des grands dessins industriels de l'Etat, et qui dispose d'une cellule de commande d'études, le GRESI.

En arrière plan, on trouve le Ministère du Travail et le Ministère des Finances, dont la seule cellule avec une activité visible d'études et recherche est la Direction de la Prévision<sup>9</sup>.

Comme les Etats de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb, l'Etat gaulliste recherche une légitimation dans le projet de la grandeur économique de la France, qui se conçoit comme grandeur industrielle indépendante, et non plus comme

---

<sup>7</sup> Le titre de l'ouvrage d'un ministre gaullien, économiste universitaire également, est significatif de l'époque : *Forces et faiblesses de l'économie française* [Jeanneney, 1959]

<sup>8</sup> C'est un ministre socialiste du Plan, M.Rocard, qui scella la fin de la planification indicative à la française au début des années 80.

<sup>9</sup> Quel contraste avec les années 1990-2000, où Plan (depuis M.Rocard) et Ministère de l'Industrie (depuis Madelin) ont cédé la place, avec une hégémonie sans partage du MINEFI aujourd'hui.

compromis agriculture<sup>10</sup>/industrie. La commande de l'Etat gaulliste va accompagner, puis prendre le relais de celle des Etats de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb en ce qui concerne les études et la recherche en économie industrielle. Cette commande est facilitée par la présence exceptionnelle, au sein des organismes de commande d'études et de recherches, de donneurs d'ordre institutionnels proches du marxisme structuraliste<sup>11</sup>. Et cela d'autant plus que certains services de l'INSEE, telle la Division des Entreprises<sup>12</sup> dirigée alors par C.Sauter, de la Direction de la Prévision, du Ministère du travail, du Plan, abritaient nombre d'administrateurs ou fonctionnaires eux aussi très proches du marxisme structuraliste<sup>13</sup>.

Les appels d'offre du CORDES, du GRESI,...ciblent la question de la stratégie industrielle de la France au niveau des branches, des secteurs, des filières, .....pour un positionnement compétitif du système productif français, de ses structures industrielle. Se croisent au Plan et à l'Industrie les principaux instituts de recherche contractuels en économie industrielle : l'IREP-Nanterre avec l'équipe de J.de Bandt, l'IREP-Grenoble<sup>14</sup>, le Laboratoire de conjoncture et de prospective (LCP)<sup>15</sup>, l'E.P.H.E., etc...

De la commande d'études, on passa progressivement à un dispositif de recherche théorique<sup>16</sup>, dont rend compte ensuite R.Arena [1999] pour une EFEI de maturité, mais le **prologue** (études/recherche de la fin des années 1960 et du début

---

<sup>10</sup> L'agriculture des petits propriétaires nominaux au sens de K.Marx. La mise en place de la filière agriculture-I.A.A. des années 1970 privilégie la grande propriété foncière en agriculture au détriment des petits exploitants.

<sup>11</sup> Au CORDES, André Gauron (qui devint conseiller de Beregovoy au Ministère des Finances), puis B.Guibert. Au Plan également, puis à l'Industrie, L.Sardais (qui appartenait par ailleurs au groupe SIFI de W.Andreff, G.Deleplace, L.Gillard, ....). Au GRESI, D.Malkin, J.Laganier, ....

<sup>12</sup> Division des Entreprises de l'INSEE à laquelle on doit :

- *Fresque Historique du système productif français* (1974),

- *La mutation industrielle de la France*, 2 volumes (1975)

<sup>13</sup> Nombre d'entre eux se retrouvaient alors soit au Séminaire de Ch.Bettelheim, soit à la Commission Economique du P.C.F., soit à la L.C.R.

<sup>14</sup> Pour mémoire, pour l'IREP-Grenoble, citons les études sur la sidérurgie française (de P.Judet), sur la pétrochimie (de J.C.Monatéri), sur les industries mécaniques (de R.Tiberghien), sur les comparaisons européennes sectorielles (de J.P.Laurencin), sur l'ingénierie et les transferts de technologie (de J.Perrin), sur des scénarios industriels (de C.Palloix), sur l'automobile de J.J.Chanaron, ... , travaux commandités tant par le Commissariat au Plan que par le Ministère de l'Industrie.

<sup>15</sup> dont C.Goux, J.P.Kertudo (automobile), ...

<sup>16</sup> Mes deux livres dans le domaine de l'économie industrielle, *Procès de production et crise* (1977) et *Travail et Production* (1978) sont tous deux issus de travaux accompagnant plus ou moins les études précitées de l'IREP-Grenoble.

des années 1970) en est absent. Il faut indiquer qu'avec l'avènement de la gauche au pouvoir en 1981, dans un contexte de mondialisation qui se modifiait avec l'entrée dans la troisième phase (la "globalisation"), la nature de la commande de l'Etat des années 1970 perdait beaucoup de sa pertinence : l'économie industrielle devenait une affaire de recherche strictement universitaire, avec un financement par des institutions d'état dont le Ministère de la Recherche, le CNRS<sup>17</sup>, alors que le CORDES et le GRESI n'étaient plus que des acteurs de soutien à la recherche.

## **2. Apports et limites du structuralisme en économie industrielle**

En économie industrielle, les concepts de branche, de secteur, de filière, de système productif, hérités d'un structuralisme althussérien plus ou moins avoué, ou inavouable, apparaissent

- et comme les déterminants en dernière instance d'une activité industrielle mésoéconomique ou macroéconomique qui se décline comme production de surplus industriel, comme valorisation de capital ou d'actifs, comme reproduction de capital<sup>18</sup> (ou reproduction d'actifs matériels par des biens matériels), et du salariat (ou reproduction d'actifs humains par des biens salaires),
- et comme les éléments environnementaux de la stratégie d'acteurs (les firmes ou entreprises, les dirigeants, les salariés, l'Etat).

**Le premier point**, largement parcouru, a fait l'objet de la plupart des communications de l'économie industrielle des années 70-80<sup>19</sup>, y compris du « Traité d'Economie Industrielle » [Arena et alii, 1988], dont la première version demeure très marquée par le structuralisme.

Un **apport majeur** est celui du couplage des divers types de découpage structurels avec la théorie de la valeur et des prix, car un des enjeux du découpage est de cibler les transferts de surplus d'une branche à l'autre, d'un stade de la filière à l'autre, d'un secteur à l'autre, le système industriel étant le lieu d'un vaste

---

<sup>17</sup> Nombre des chercheurs contractuels du « prologue » furent titularisés dans les années 80 au CNRS ou à l'Université.

<sup>18</sup> Cf. l'analyse de la reproduction de l'économie française en sections productives développée par H.Bertrand [1978]

<sup>19</sup> Cf. Chevalier [1977], Palloix [1977, 1978], etc...

mouvement de **redistributions** des richesses produites au profit de certains capitaux et au détriment d'autres. On peut schématiser dans le tableau ci-après les relations entre les divers types de découpage et la formation du système de valeur et de prix .

**Tableau 1 : Types de découpage, formations de la valeur et des prix, lois de fonctionnement**

<b>Découpage</b>	<b>Valeur et prix</b>	<b>Lois de régulation</b>
1) <b>Marchandise</b> <sup>20</sup>	Valeur d'usage, valeur, prix	
2) <b>Branche</b> Concurrence des producteurs Concurrence des capitaux	Valeur, prix de marché Valeur, prix de production	<b>Valorisation</b> Maximisation du taux de profit Tendance à l'égalisation des taux de profit <sup>21</sup>
3) <b>Section ou secteur</b>	Valeur, survaleur ou plus-value	<b>Accumulation</b> Tendance à la baisse du taux de profit
4) <b>Filière</b>	Valeur d'usage, valeur, prix	<b>Valorisation</b>
5) <b>Système productif</b> <sup>22</sup> comme complexe de branches, secteurs, filières	Valeur d'usage, valeur, prix	<b>Valorisation/Accumulation</b> Maximisation du taux de profit Tendance à l'égalisation des taux de profit Tendance à la baisse du taux de profit

Une double question lancinante hante le couple « découpage/valeur-prix »,

- celle du passage (analyse de la transformation) ou non-passage de la valeur au prix de production,
- celle des relations entre prix de production et prix de marché.

Par ailleurs, cette économie industrielle est immédiatement donnée en économie monétaire, avec le recours à une théorie de la monnaie de crédit, qui surgit comme la monnaie spécifique du capitalisme, selon les apports de Rudolf Hilferding [1910], relayés ensuite par ceux de Keynes et Schumpeter.

<sup>20</sup> La marchandise se présente immédiatement comme reproductible à l'identique, avec une composante matérielle et une composante immatérielle.

<sup>21</sup> R. Hilferding [1910] apporte une version « tendance à la différenciation des taux de profit » (TDTP) - sur fond de la tendance à l'égalisation (TETP) - entre les branches monopolistes d'un côté et les branches de PME de l'autre [Palloix 1999]. Cette hypothèse d'Hilferding (TDTP) sera reprise à l'époque dans les travaux du groupe SIFI (Andreff, Deleplace, Gillard,....)

<sup>22</sup> La notion de système productif localisé (SPL) dérivée de celle du « district » marshallien est dans un autre champ analytique, puisque le SPL se définit comme un ensemble de firmes « monoproduit » dans un espace donné et restreint, sur la base de rapports sociaux spécifiques à cet espace.

Cette macroéconomie (ou mesoéconomie) industrielle a perdu aujourd'hui quelque peu de sa pertinence avec l'effacement de l'Etat-nation, d'autant plus qu'elle rate un objet clef, la nature de la firme ou de l'entreprise. Par ailleurs, la coordination<sup>23</sup> – comment les éléments du tout tiennent, se lient ensemble – s'appuie implicitement sur une double coordination,

- l'une à partir de déterminants structurels (mouvements des capitaux au sein de la branche, du secteur, de la filière, du système productif),
- l'autre à partir du marché (formation des prix de marché et des prix de production), dont l'emboîtement fait problème.

Il n'en demeure pas moins que ce legs structuraliste à l'économie industrielle représente un fonds original et incontournable pour de nouveaux développements.

**Le deuxième point** - celui de l'environnement structurel quant à la stratégie des acteurs - est moins connu, a été moins développé, et c'est celui qui demeure encore novateur, les principaux découpages en branche, secteur, filière, système productif localisé, ..., pouvant être mobilisés comme variables d'environnement<sup>24</sup> par rapport à une analyse de la stratégie des firmes ou entreprises. Lorsque R.Arena écrit : « *L'étude des stratégies des entreprises est sans doute celle où l'apport théorique de l'Ecole française a été le moins convaincant* » [1999, p.19], il se trompe, car il sollicite une analyse de la stratégie révélée de la firme, faute du détour par l'analyse structuraliste. L'analyse structuraliste n'a pas d'analyse de la firme ou entreprise, mais uniquement une analyse de la stratégie (de l'entreprise) par rapport à des variables environnementales.

Toutefois, le marxisme structuraliste passe ici à côté de deux éléments : celui d'une analyse de la firme ou entreprise (sa nature, ses frontières) et celui du comportement des acteurs (firme, salariat, actionnaires, managers, ...). Ces deux maillons manquants font problème quant à la validation de l'analyse.

On retrouve ces divers maillons manquants (et d'autres) en économie internationale, en économie du travail, en économie monétaire et financière.

---

<sup>23</sup> Le concept de coordination, emprunté certes au néo-institutionnalisme, fait écho ici aux concepts de régulation, socialisation, reproduction, ... du marxisme.

<sup>24</sup> Le pont avec l'analyse institutionnaliste est ici immédiat, l'environnement structurel du marxisme structuraliste pouvant être rapproché de *l'environnement institutionnel* [Cf. la thèse de L.Kichou] de l'institutionnalisme.

**Pour conclure** ce point, si le marxisme structuraliste demeure un dispositif d'analyse cohérent, original, important dans les champs de l'économie industrielle (de l'économie internationale et dans d'autres champs également), il n'en recèle pas moins certaines faiblesses qui tiennent notamment à l'analyse de la firme ou entreprise, à l'analyse des comportements des agents.

Il convient également de rappeler que certains courants du marxisme structuraliste ont tenté de retrouver la voie de la critique de l'économie politique. Là où l'économie politique marxiste s'est construite, comme l'économie politique standard, sur le paradigme de l'autonomie de l'économique, la critique de l'économie politique désigne les diverses extériorités [Palloix 1981, 1996, 1998] qui traversent l'économique :

- extériorité du salariat [Lautier-Tortajada 1978],
- extériorité de la monnaie,
- extériorité du système naturel U (terre, eau, ressources minières et énergétiques prélevées sur la nature, ...),
- extériorité de formes de production antérieures,
- extériorité de la société civile et de la société politique,

et qui lui dénie toute prétention à l'autonomie selon les représentations de l'économie standard ou de l'orthodoxie marxiste.

### **BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE**

**ARENA Richard** (sous la direction de) **et alii** (1988), *Traité d'Economie Industrielle*, Paris, Economica

**ARENA Richard** (1999), Un changement d'orientation dans la revue d'économie industrielle, *Revue d'économie industrielle*, n°87, 1<sup>er</sup> trimestre

**BENETTI Carlo, CARTELIER Jean**, (1980), *Marchands, salariat et capitalistes*, Paris, François Maspéro - Intervention en Economie Politique, 207 pages

**BERTRAND Hughes** (1978), "La croissance française analysée en sections productives (1950 - 1974)", *Statistiques et Etudes Financières* n° 35

**DE BRUNHOFF Suzanne** (1979), *Les rapports d'argent*, Paris, P.U.G. - François Maspéro - Collection Intervention en économie politique, 220 pages

**CHEVALIER Jean-Marie** (1977), *L'économie industrielle en question*, Calmann-Lévy, 268 p.

**CORIAT Benjamin** (1976), *Le Taylorisme, le fordisme, la production de masse et les nouveaux modes d'organisation du travail - Contribution à l'analyse du rapport entre procès de travail et accumulation du capital*, Université de Paris X - Nanterre, Thèse de doctorat d'Etat, 574 p., repris dans *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgois, 1979

**DE BANDT Jacques** (1976), *Analyse comparative des structures industrielles*, Paris, Editions du CNRS

**DE BERNIS Gérard** (1966), Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale, *Economie Appliquée*, Tome XIX, n° 3-4

**INSEE, C. SAUTER et alii** (1974), *Fresque historique du système productif*, Division Etudes des Entreprises, Les collections de l'Insee n° 27, 231 p.

**INSEE, B. GUIBERT et alii** (1975), *La mutation industrielle de la France - Du traité de Rome à la crise pétrolière*, Division Etudes des Entreprises, Les collections de l'Insee n° 31-32, 2 volumes

**JEANNENEY J.M.** (1959), *Forces et faiblesses de l' économie française 1945-1959*, Paris, Armand Colin

**LAUTIER Bruno, TORTAJADA Ramon** (1978), *Ecole, Force de travail et salariat – Matériaux pour une critique de l'économie politique de l'éducation*, Paris, F.Maspéro – Intervention en économie politique, 173 pages

**MARX Karl**, *Le capital – Critique de l'économie politique*, Paris, Editions Sociales, 8 volumes (1950 - 1957) avec

- Livre I (1867) - Le développement de la production capitaliste, Tomes 1 à 3
- Livre II – Le procès de circulation du capital, Tomes 1 et 2, publié par F. Engels en 1885
- Livre III – Le procès d'ensemble de la production capitaliste, Tomes 1 à 3, publié par F. Engels en 1894

**MARX Karl** (1862-63), *Un chapitre inédit du capital*, Paris, Union Générale d'Editions 10/18, 1971, 319 pages

**PALLOIX Christian** (1976), Le procès de travail. Du fordisme au néo-fordisme, *La Pensée*, n° 185, février

**PALLOIX Christian** (1977), *Procès de production et crise du capitalisme*, P.U.G.-F.Maspéro - Intervention en économie politique, 236 p.

**PALLOIX Christian** (1978), *Travail et production*, François Maspéro - Petite Collection, 134 p.

**PALLOIX Christian** (1999), *Monnaie de crédit et capital financier chez Rudolf Hilferding*, Amiens, Journées d'études internationales d'Amiens « Les économistes autrichiens 1870-1939 », 19-21 mai 1999, à paraître dans Cahiers d'Economie Politique

**SRAFFA Piero** (1960), *Production de marchandises par des marchandises – Prélude à une critique de l'économie politique*, Paris, Dunod, 1970, 124 pages